

Conquête spatiale : l'Europe est-elle en retard sur le reste du monde ?

Où en est l'Europe dans la conquête spatiale ? Pourquoi semble-t-elle avoir du mal à suivre le mouvement mondial d'investissement et d'innovation autour de ce nouvel eldorado que semble être l'espace ? Nicolas Bouzou et Geneviève Fioraso ont débattu sur le sujet lors du festival NOVAQ, à Bordeaux.

Temps de lecture : minute

14 septembre 2018

Le secteur spatial semble ne s'être jamais aussi bien porté ! Hissé haut par les progrès de la science et de la technologie, celui-ci évolue à une vitesse telle que les questions abordées par les chercheurs sont de plus en plus complexes, et de plus en plus futuristes aux yeux du grand public. Autrefois portée par le secteur public, la conquête spatiale s'ouvre désormais au secteur privé, où grandes entreprises et startups se côtoient pour faire avancer la recherche. Même constat du côté du financement, où les milliardaires n'hésitent plus à investir dans le secteur, faisant par exemple des voyages publics à destination de Mars une réalité, et non plus un rêve de fans de science-fiction.

Pourtant, et alors que les États-Unis, la Chine et les pays émergents sont entrés dans une course folle à l'innovation spatiale, l'Europe semble peiner à tenir une place dans la compétition. Il y a bien eu cette déclaration, signée en octobre 2016 entre l'Union européenne et l'Agence spatiale européenne, visant à faire en sorte que l'Europe reste "un acteur de classe mondiale dans l'espace et un partenaire de choix au niveau mondial", mais l'élargissement de l'Union Européenne et les crises que

cette dernière a connu n'ont fait ces dernières années que l'éloigner de ses ambitions.

"On est des bisounours", s'insurge Nicolas Bouzou, économiste et directeur du cabinet de conseil Asterès. "Les Américains progressent très rapidement, et investissent fort, car ils ont compris l'importance de la conquête spatiale...tout comme les pays émergents", explique-t-il, avant d'ajouter "Il faut absolument qu'on arrive à adopter un modèle qui est celui de la NASA. Le cas contraire, il n'y aura plus de filière spatiale en Europe d'ici 15 ans".

L'Europe aurait en effet tout à gagner d'une stratégie spatiale forte et efficace pour renforcer son intégration au niveau mondial. Une problématique politique, très justement soulignée il y a quelques semaines par Tom Enders, le président d'Airbus Group : dans une lettre adressée à Angela Merkel et Emmanuel Macron, ce dernier leur recommandait *"vivement"* de *"définir, en coopération avec l'industrie, une nouvelle vision spatiale, de nouveaux projets ambitieux et de nouvelles politiques pour l'Europe"*.

"Il a dit tout haut ce qu'on pensait tout bas" s'en amuse Geneviève Fioraso. La présidente du conseil scientifique et stratégique de l'ESPI, qui insiste sur les *"efforts à faire en terme d'intégration"* de l'Europe, se veut cependant rassurante : *"Au niveau scientifique on est parmi les meilleurs. On est la troisième puissance en termes d'investissement dans le spatial derrière les États-Unis et la Chine (en raisonnant en terme d'investissement par habitant). On est très bons dans tout ce qui est grandes infrastructures, mais on est moins bons sur tout ce qui est en amont de la filière : les applications et les services"*.

Un vrai travail collectif

Alors comment faire en sorte que les projets de l'Europe en matière

d'innovation spatiale se réalisent ? Selon Nicolas, il faut que les acteurs publics et privés, petits et grands, apprennent à réellement travailler main dans la main : *"L'industrie on l'a, le terreau, on l'a. Ce qui ne va pas c'est notre organisation"*. Celui qui espère que la quatrième révolution industrielle sera celle de l'espace en est persuadé : les startups ont un important rôle à jouer dans la stratégie européenne de conquête spatiale : *"Les startupper californiens qui se sont intéressés à l'espace ont stimulé les industriels européens vers de nouvelles pratiques du spatial, les poussant à imaginer un espace plus démocratique tiré par les usages et moins axé sur la technologie. Et c'est ça qu'il nous faut !"* raconte-t-il.

Un avis entièrement partagé par Geneviève Fioraso, pour qui toute la chaîne de valeur devrait pouvoir être irriguée par la technologie que l'on finance au bureau européen : *"Je suis admirative des jeunes qui montent des projets ultra ambitieux et c'est ça qu'il faut encourager. Il faut que l'Europe soit moins naïve et qu'elle les aide !"*

Les mentalités changent

Mais ce qui a changé également, ce sont les mentalités. Les Français prennent peu à peu conscience que l'espace fait partie intégrante de leur quotidien, pour la météorologie, l'agriculture, la navigation, ou encore l'écologie : *"Il y a des applications dans tous les domaines, le spatial est indispensable, et c'est cette culture que l'on doit inculquer au grand public !"*, explique Geneviève Fioraso.

Un intérêt naissant qui ne demande donc qu'à grandir, et que la France doit, entre autres, à la médiatisation de Thomas Pesquet et par conséquent, du secteur spatial : *"Regardez comme tout le monde a été passionné par son voyage. Il faut tourner les gens vers l'avenir, leur donner le goût de l'aventure, leur montrer que l'Europe pourrait être un bon levier pour la conquête spatiale"*, se réjouit Nicolas Bouzou.

Définir un droit international de l'espace

Mais ne risquons nous pas de créer, à terme, une "guerre des étoiles" entre les différents continents en compétition autour du spatial ? Il n'existe à ce jour pas vraiment de "droit de l'espace", malgré que le secteur se révèle être un enjeu économique et un enjeu de puissance pour tous les acteurs en lice.

"C'est très compliqué. Il va falloir un droit de l'espace de la même manière qu'il existe un droit international, qui d'ailleurs est en constante évolution...", explique Nicolas Bouzou. *"Le droit de l'espace sera difficile : quand on va forer un astéroïde, à qui celui-ci appartiendra-il ? Est-ce qu'on est dans le modèle de la conquête de l'Ouest ? Est ce que quand quelqu'un exploite une terre il en devient propriétaire ? Il y a un vrai sujet juridique, qui doit être la conséquence d'une discussion de philosophie du droit qui doit être approfondie, sinon on va dans un conflit territorial permanent"*, s'inquiète l'économiste, avant de conclure *"On n'a pas le choix, le destin de l'humanité est d'aller toujours plus loin. On veut toujours explorer. On est allé sur la Lune, on ira sur Mars, c'est notre destin."*